UNIVERSITÉ DE PARIS 1
PANTHÉON-SORBONNE
LES RELATIONS
FRANCO-GABONAISES DEPUIS 1960'

1981

,
THE8E
pour le Doctorat de 3e Cycle d'Histoire
Sous la Direction de :
Présenté par :
M. le Professeur
Moïse-Nsole BITEGHE
Guy PEDRONCINI

.....

p340.....
L'affaire Bokassa montre parfaitement que les relations entre MM. Journiac et Giscard d'Estaing étaient comme autrefois celles de Foccart et du général de Gaulle.Le digne héritier de Jacques Foccart était celui qui pouvait dire de n'importe quel homme politique africain, « il est bien », ou, « c ' est un dingue, nous aurons de ennuis avec lui ». Une anecdote révèle d'ailleurs qu'au lendemain du coup d'Etat non prévu par l'Elysée qui amena Bokassa au pouvoir, de Gaulle demanda à Foccart : "Quel est donc ce con que nous avons là-bas comme ambassadeur ? (1).
Ceci prouve qu'une fois sur deux, les changements intervenus à la tête des Etats africains, sont téléguidés depuis Paris, du moins en ce qui concerne les pays francophones. Dans le même ordre d'idées, cette collaboration étroite, entre la France et le Gabon gène beaucoup d'observateurs. La France agit donc en Afrique par Gabon interposé pour ce genre d'affaire. Nous citerons pour mémoire l'affaire Claustre dans laquelle le Gabon a servi de médiateur entre les rebelles Toubou et les autorités françaises; ou l'affaire Simon Malley où le Gabon a été accusé d'avoir demandé l'exclusion de ce journaliste tout comme le Zaïre et le Maroc, ou l'affaire du coup d'Etat manqué au Bénin en 1977 où le Gabon semble avoir agi de connivence avec les mercenaires français notamment Bob Denard etc. ... Ces différentes affaires, les prises de positions du Président Bongo, contre la menace libyenne au Tchad, contre le communisme par Cuba et Moscou interposés, donnent matière à réflexion sur les initiatives personnelles ou demandées, voire conseillées au Président gabonais. Malheureusement, ces différentes affaires, amènent beaucoup d'observateurs à traiter le Gabon, du moins son président, comme le "valet "du néo-colonialisme français en Afrique. *(1) cf. Le Nouvel Observateur op. cit. p. 49*

341.
Cette situation met le Gabon en porte à faux vis-à-vis des autres régimes africains, mais paradoxalement elle lui assure les soins particuliers que la France porte à son régime. Mieux, et, comme si ce "parapluie français" ne suffisait plus à protéger le régime de Libreville, les "mercenaires" marocains qui constituent l'essentiel de la garde présidentielle actuelle, ont été appelés en renfort, et tout dernièrement pour appuyer le domaine de la sécurité, le Président Giscard a dépêché à son ami Bongo, un spécialiste des problèmes de sécurité en la personne de l'ambassadeur Maurice Robert (1) sur demande du Président gabonais semble-t-il. Si cela est vrai, le Président Bongo serait donc à son deuxième coup d'essai car, un jour, il avait prétendu -apparemment sans humour - que c'est sur son instigation que M. Giscard d'Estaing avait nommé en août 1976, ministre de la coopération M. Robert Galley qui, lors d'un passage

précédent à Libreville comme ministre de l'équipement pour y étudier un projet de collaboration avec la France avait su attirer l'attention et la sympathie du Président gabonais. (2).
Il est banal de constater, qu'entre présidents amis, on se rend des services.A propos d'ailleurs de l'ambassadeur Robert et de son prédécesseur, Africasia continue: "En quelques semaines, le Président Bongo a réussi à placer à deux postes stratégiques deux de ses plus fidèles amis français, Maurice Delaunay ambassadeur de 1965 à 1972, puis de 1975 à la fin 1979 est désormais président de la compagnie des mines d'uranium de Franceville Comuf), un consortium qui réunit les sociétés françaises et dans lequel l'Etat gabonais dispose d'une participation de 25 % et le colonel Maurice Robert, officier du service de documentation extérieure et de contre espionnage français(S.D.E.C.E.) puis, responsable des services de sécurité à Elf-Aquitaine (qui contrôle notamment Elf-Gabon) vient d'être nommé ambassadeur de France à Libreville.
(1). Ce dernier explique d'ailleurs le sens de sa nomination en
ces termes :·Je suis là pour essayer de modérer
les démonstrations affectives' du Président Bongo envers la France"
(2) Si l'on en croit un conseiller des Affaires étrangères à Paris, le chef de l'Etat gabonais s'est réservé l'avantage d'avoir en permanence à ses côtés avec MM. Delaunay et Robert, à Libreville, deux conseillers très spéciauxvoire deux "premiers ministres blancs" sur lesquels le Quai d'Orsay a bien peu de prise pour l'instant. (3) Outre d'avoir été nommé par Paris sur les éventuelles instances du .Président Bongo (ce dernier ne le reconnaît pas), ces deux hommes ont au moins un point commun : Ils ont été des proches collaborateurs de Jacques Foccart, le fameux chef des "barbouzes gaullistes en Afrique qui a occupé de 1960 à 1974, le poste de Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches à la Présidence de la République Française. Selon certains milieux diplomatiques à Paris (4), le recyclage civil de ces retraités des services français de renseignement aurait pour but de rassurer Omar Bongo. "Le chef de l'Etat gabonais semble craindre aujourd'hui pour la survie même de son propre régime, notamment depuis l'élimination par Paris lui-même de l'Empereur Bokassa à laquelle il a assisté - devenu plus encombrant qu'utile à la cause de la puissance de tutelle. Le Président Bongo, tout en récusant qu'il a pu insister auprès de l'Elysée à nommer M. Robert à Libreville, ajoute cependant que "lui, il était au S.D.E.C.E., mais vous croyez que le K.G.B. ou la C.I.A. ne sont pas représentés ici? ...
(1) Africasia n° 204 op. cit. p. 10
(2) Le Monde 19 décembre 1979
(3)
idem cf. quotidien de Paris 2/08/1981 Le canard enchaîné 29/0 1981
(4) Africasia
op. cité. p.
Il

Ce que les autres font en cachette, vous (Français), vous les faites ouvertement. Mais tous les ambassadeurs, même les miens sont des espions autorisés on a exagéré cette affaire;" (1)
On constate d'ailleurs que le Président Bongo, commence à se plaindre de la presse française très critique à son égard ces derniers temps; en disant: « Et ces mêmes français qui parlent, si demain,' je décidais de nationaliser la Comilog la Comuf, Elf Gabon, que feront-ils? Ils vont commencer à braquer les mitraillettes sur moi pour m'abattre; si c'est parce que je

suis généreux à l'égard de la France que lion s'en prend à moi, alors je vais devenir méchant car, cela ne peut plus continuer ainsi.

(2). En fait, l'agacement du Président Bongo vient du fait que les journaux français sont au courant de pas mal d'affaires le concernant. Il faudrait plus de quatre pages pour les énumérer toutes les unes les autres. Aussi, nous en avons pris certaines, tirées du passage que le journaliste Elie Ramaro résume dans Africasia
(3). En qualifiant Libreville de relais de Paris, il dit tout haut, ce que d'autres pensent tout bas. Nous préférons reproduire l'article dans son ensemble: "conscient qu' i l a beaucoup joué avec le feu, en facilitant le regroupement au Gabon des personnages louches comme les mercenaires Gilbert Bourgeaud (Alias Bob Denard) et Assomption, ancien chef de la garde présidentielle, et en permettant que son pays serve de base arrière à des opérations de déstabilisation sur le continent africain, Omar Bongo souhaite s'entourer d'éléments plus sûrs, qui ont une bonne connaissance des problèmes de sécurité et l'habitude de l'action clandestine.

(1) Le Matin de Paris, mars 198Qp.18
(2) Bingo n° 326 Mars 1980 p. 17
(3) Africasia, op. cit. pp. 10-11
NB. voir les détails, dans les pages suivantes.

---

344. Le régime du Président Bongo, aura cependant du mal à faire oublier sa responsabilité dans une série de grandes affaires qui ont mis l'Afrique à feu et à sang depuis une quinzaine d'années et dessiné de lui, l'image d'un simple relais de l'impérialisme français en Afrique, de l'ouest et du centre. Qu'il suffise de rappeler la sécession du Biafra, dans laquelle les agents, français travaillant depuis Libreville ont été impliqués directement, ou le "Front de libération de l'enclave du Cabinda "(FLEC) dans lequel se sont illustrés la compagnie Elf-Gabon et le mercenaire français Jean Kay. Malgré les dénégations du Gabon, la responsabilité, de ce pays a également été mise en évidence - et de quelle manière à propos du débarquement de mercenaires à Cotonou en 1977 ... L'opération av:it été montée par le colonel Bourgeaud (ndlr Denard) avec l'appui direct du Maroc et la complicité de la France dont les services secrets avaient utilisé à plusieurs reprises les compétences de Bourgeaud-Denard en matière de recrutement de mercenaires. Ce dernier qui avait été "prêté' quelques mois en 1975 par Omar Bongo au gouvernement Comorien d'alors pour l'aider à assurer le contrôle de l'île d'Anjouan, a réussi en mai 1978 un débarquement par la voie maritime à Morini aux Comores. L'opération a abouti au renversement du régime progressiste d'Ali Soilih et à la restauration du pouvoir féodal d'Ahmed Abdallah, en même temps qu'il donnait l'occasion à un mercenaire français - fait unique dans l 'histoire contemporaine de l'Afrique - de diriger pendant cinq mois ce petit archipel de l'océan indien. Pour terminer cette énumération des faits, l'article conclut en ces termes : ... Mais, ce regroupement autour du chef de l'Etat gabonais de quelques uns des meilleurs agents du Royaume de l'ombre " dirigé naguère par Foccart, n'est pas forcément pour le régime du Président Bongo une assurance tous risques ... Au regard de ce passage et a la lumière des informations qu'il apporte, l'image du Gabon hospitalier tant vantée par les uns est confirmée, mais, dans un sens négatif. Car si l'hospitalité signifie abriter les mercenaires et fomenter des coups bas contre les autres; elle perd forcément son contenu humanitaire. Il est évident que ces affaires dru "royaume de l'ombre " pour reprendre l'expression consacrée, rendent le Gabon suspect aux yeux d'autres Etats africains (1).

Cette collaboration étroite franco -gabonaise dans les affaires même les plus louches, a fait des victimes. Pour les besoins de l'information, nous citerons les deux accidents d'avion, l'un en février 1977(ndlr 1978) dont on a pu retrouver ni l'appareil, ni les malheureuses victimes, parmi lesquelles, le lieutenant-colonel Jean-Marie Djoué-Dabany chef d'Etat Major des parachutistes gabonais et quelques français qui l'accompagnaient (2).

L'autre accident s'est produit à Ngaoundéré au Cameroun où s'est écrasé l'avion personnel du Président Bongo, piloté par son cousin, le colonel Alphonse Layigui qui revenait du Tchad, chercher M. Journiac qui y était en mission. Là aussi, Français et Gabonais ont trouvé la mort (3)

On constate en effet que ces deux catastrophes surviennent au moment où les combinaisons franco-gabonaises sont suspectées et dénoncées par la presse occidentale, le dernier événement en date est l'affaire du massacre d'Auriol dans lequel, M. Debizet, Conseiller (Français) Président Bongo est inculpé .....

(1) *NB. On sait qu·un différend a opposé le Président Bongo à Mathieu Kérékou du Bénin, au sujet de la tentative du Putsch au Bénin en 1977, tentative dans laquelle la France, le Maroc et le Gabon ont été impliqués cf. Jeune Afrique, février 1976.*

(2) NB. Mais 1 'autre version des faits (non officielle) est que le dit avion effectuait un transfert de fonds, environ 60 millions de. Francs CFA de Libreville à Franceville et que occupants se seraient emparé de la dite somme et assassiné l'officier gabonais. Il paraitrait aussi que 1'épave du dit avion (un hélicoptère Puma) aurait été signalée à Sao-Tomé.

(3) *NB. Là au moins, l'épave de l'avion et les dépouilles mortelles ont été retrouvées et inhumées (ndlr Grumman G2 TR-KHB)*